

# La Turquie et l'Europe forment un couple au bord de la crise de nerfs

Éclairage Christophe Lamfalussy

**T**ant qu'ils qualifieront Erdogan de dictateur, moi, je continuerai de m'adresser à eux en ces termes : voilà comment le président turc a justifié, sur un plateau de télévision le 23 mars, pourquoi il continuerait à traiter certains pays européens de "nazis" et de "fascistes".

Les excès de langage de Recep Tayyip Erdogan ont fait partie de sa stratégie électorale, mais cette fois-ci la relation toujours tourmentée avec l'Union européenne a atteint "une intensité verbale et une détérioration sans précédent", estime Jean Marcou, professeur à Sciences Po Grenoble.

Si l'Allemagne a déclaré que les propos d'Erdogan étaient "inacceptables", Federica Mogherini, cheffe de la diplomatie européenne, soucieuse de ne pas entrer dans le jeu politique d'Erdogan, n'a fait aucun commentaire officiel sur la Turquie depuis la mi-décembre 2016.

Car les enjeux sont énormes : quel que soit l'homme qui préside le pays, l'Europe a besoin de la Turquie, comme cette dernière ne peut ignorer l'Europe.

Economiquement d'abord. Depuis l'entrée en vigueur de l'Union douanière en 1996, les échanges non agricoles entre les deux entités ont quasiment quadruplé. En 2015, selon Eurostat, la Turquie a dépassé la Russie pour

devenir le quatrième pays d'exportation de biens en provenance de l'UE. Les échanges commerciaux sont relativement équilibrés, au point que, l'an dernier, la Turquie était le quatrième fournisseur de biens à l'UE.

Stratégiquement, la Turquie fait partie de l'Otan depuis 1951. Elle partage une frontière de 900 km avec la Syrie, désormais fermée aux courants djihadistes. L'exclure de l'Otan aurait pour conséquence de déplacer les limites de l'Alliance atlantique aux frontières orientales de la Bulgarie et de la Grèce et de se priver de la base aérienne d'Incirlik.

Malgré un accord très critiqué avec l'UE, la Turquie tient ses engagements de mars 2016 de contenir les flux migratoires en provenance du Proche-Orient et de l'Afrique. Trois millions de réfugiés syriens sont toujours en Turquie.

Sur le plan énergétique, explique Jean Marcou, la Turquie se positionne comme "un hub gazier et pétrolier" qui s'apprête à accueillir sous la mer Noire le gazoduc russe Turkstream.

A plusieurs reprises, Ankara a affirmé que la Turquie pourrait se

passer de l'Europe et rejoindre des blocs comme l'Organisation de Coopération de Shanghai. Mais ceux-ci ne lui assurent aucune garantie sur le plan économique ou militaire.

## Une Europe trop fragile

"La Turquie n'a pas beaucoup d'alternatives à l'Europe", estime le professeur Marcou. "Elle doit con-

forter sa relation avec elle. On voit bien qu'elle a veillé à ce que son alliance avec les Etats-Unis ne se dégrade pas. Erdogan s'est réjoui de l'élection de Trump. Pourtant, les Américains n'ont pas libéré Gülen (le prédicateur accusé de terrorisme par Ankara, Ndlr) et continuent à soutenir les Kurdes de Syrie."

Mais, avec l'Europe fragilisée par le Brexit, les menaces ont fusé durant la campagne électo-

rale, y compris en promettant de geler l'accord migratoire sans avancée sur l'exemption des visas des Turcs se rendant dans l'UE. Autre menace : un référendum sur le rétablissement de la peine de mort qui, s'il était appliqué, signifierait la fin des négociations d'adhésion avec l'UE, estime M. Marcou.

Et le divorce.

Quel que soit l'homme qui préside le pays, l'Europe a besoin de la Turquie, comme cette dernière ne peut ignorer l'Europe.